

Rwanda: selon les services de renseignement  
français,  
Les rebelles bénéficieraient du soutien de l'armée  
ougandaise

Jacques Isnard

Le Monde, 17 février 1993, page 5

Le ministère français des affaires étrangères a tenu à démentir, lundi 15 février, les propos d'un représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui avait affirmé la veille, dans une déclaration à l'agence Reuter, que les troupes françaises présentes au Rwanda se sont récemment « *battues, aux côtés de l'armée rwandaise* » pour repousser les offensives des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et qu'elles ont elles-mêmes « *pilonné les positions rebelles dans la région de Ruhengeri* » (nord du Rwanda). Paris qualifie ces indications d'« *interprétations* » relevant d'« *intoxication* » et de la « *mauvaise foi* ». Un point de vue que partagent les services de renseignement français, qui accusent aujourd'hui le Front patriotique rwandais d'être « *soutenu* » par l'Ouganda. Les services de renseignement français sont convaincus que les partisans du Front patriotique rwandais (FPR) sont soutenus par l'armée régulière ougandaise et que, dans le nord du Rwanda, où ils s'opposent aux forces gouvernementales, ils lui servent de « *paravent* » ou de « *supplétifs* », qu'on pousse

en avant. Les maquisards portent les mêmes uniformes, les mêmes armes et utilisent les mêmes campements aux frontières que l'armée de résistance nationale (NRA) ougandaise, souligne-t-on de même source.

Depuis la reprise des combats, en janvier, la progression des forces du FPR à partir de l'Ouganda se fait sur trois axes, en direction de Ruhengeri, de Biumba et de Gabiro, dans le nord-ouest du Rwanda, avec semble-t-il, comme objectif à terme la prise des villes de Giseny, Kibungo et Kigali. Cette progression des maquisards bénéficierait, au travers de la frontière ouganda-rwandaise, d'un appui d'artillerie. Des « *réfugiés* » rwandais membres de l'ethnie tutsie, qui ont servi dans le passé dans l'armée ougandaise, formeraient le noyau de ces unités.

S'appuyant, d'une part, sur des « *journaux de marche* » de combattants du FPR et des informations recueillies en écoutes radio et, d'autre part, sur l'observation des cantonnements de l'armée ougandaise, occupés par les maquisards rwandais, ces

mêmes analystes arrivent à la conclusion à laquelle ils avaient abouti en octobre 1990, lorsqu'ils avaient soupçonné le chef d'état-major adjoint de l'armée ougandaise le général Riwigiemba, d'être, avec ses propres unités, derrière l'offensive de la guérilla.

### Opération « Noroît »

En juin 1992, une rupture de ses stocks de munitions avait contraint l'armée ougandaise, à revenir sur ses positions de départ. Toujours selon des spéculations des services de renseignement français, le « *plan* » ougandais « *prévoyant l'invasion du nord du Rwanda* » ne serait pas abandonné, en dépit des accords de cessez-le-feu signés à Arusha (Tanzanie) en août 1992 par le gouvernement rwandais et le FPR.

De même source, on précise qu'à « *l'été dernier* » la France a décidé de fournir à l'armée gouvernementale rwandaise deux batteries soit l'équivalent d'une dizaine de pièces de canons anciens HM-2 de 105 millimètres avec leurs stocks de munitions. Des instructeurs français ont entraîné les soldats du président Juvénal Habyarimana à l'emploi de cette artillerie de campagne, et ils ont appris à la population, dans certaines régions du Rwanda, à édifier ou à creuser des abris pour se protéger des tirs d'artillerie.

La France est liée au Rwanda, depuis le 18 juillet 1975, par un accord particulier d'assistance militaire non publié qui, en 1991 par exemple, lui a fait accroître de 75 % son aide (en munitions, en soutien aérien, en équipement de ses forces armées et de sa gendarmerie), soit un montant de 7 millions de francs, par rapport à une

moyenne annuelle de 4 millions sur les trois ou quatre années antérieures.

Outre ces livraisons de matériels, la France a déployé sur place deux compagnies soit 300 hommes au total pour la protection de ses ressortissants, leur regroupement et leur évacuation éventuelle. C'est l'opération baptisée « *Noroît* ». L'une de ces compagnies avait été envoyée au Rwanda au lendemain des premières offensives du FPR, en octobre 1990. Une seconde compagnie l'a renforcée, début février. A ces unités, qui sont basées à Kigali mais qui ont eu l'occasion d'aller, le 8 février, récupérer des Français à Ruhengeri, s'ajoute un détachement d'assistance opérationnelle (DAO), chargé de l'instruction technique de l'armée rwandaise.

[L'Ouganda, situé au nord du Rwanda, a été régulièrement accusé de prêter main forte aux rebelles du FPR, qui utilisent son territoire comme sanctuaire. Les « *réfugiés* » rwandais, qui forment le gros des troupes du FPR, sont membres, pour la plupart, de l'ethnie tutsie qui a dirigé le Rwanda jusqu'en 1959, date de la « *révolution* » des Hutus, majoritaires au Rwanda. Chassés de leur pays, nombre de ces exilés tutsis ont rejoint, au milieu des années 80, la guérilla ougandaise de M. Yoweri Museveni, qu'ils ont aidé à prendre le pouvoir, en janvier 1986.

D'origine banyanchole (une ethnie proche des Tutsis), l'actuel chef de l'Etat ougandais, s'il a une « *dette* » envers ses anciens officiers d'origine rwandaise dont certains ont été intégrés dans l'armée ougandaise, n'en a pas moins régulièrement démenti les accusations portées contre lui, hier par le régime rwandais, aujourd'hui par les services de renseignement français.]